

Entreprise faisant la demande de crédit : **CONSEIL DE LA CULTURE DE LANAUDIÈRE**Numéro de confirmation : **DFCE717825**

Numéro Compte : 4530 9204 5341 1000

CONVERSION AFFAIRES VERS SLA

Limite	Demandée (\$)
Marge de crédit	75 000.00

FRAIS DE BASE MENSUELS	
Frais de base mensuels 17,00 \$ pour le forfait Solutions Libre-Affaires 3,50 \$ / carte supplémentaire	Taux d'intérêt annuel Le taux d'intérêt applicable sur votre marge et votre carte <i>Affaires</i> est variable en fonction du taux préférentiel de la Fédération (le « taux préférentiel Desjardins »)*, additionné au taux fixe déterminé lors de l'ouverture de votre compte Solutions Libre-Affaires. Votre taux d'intérêt sera indiqué chaque mois sur votre relevé de compte.

*Taux préférentiel annuel de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (le taux préférentiel Desjardins), lequel peut être modifié sans préavis.

1. _____

Initiales des signataires autorisés/dirigeants/administrateurs/actionnaires

Entreprise faisant la demande de crédit : **CONSEIL DE LA CULTURE DE LANAUDIÈRE**

Numéro de confirmation :

DFCE717825

Numéro Compte : 4530 9204 5341 1000

CONSENTEMENT

Demande de conversion : Le demandeur soussigné dans le cas d'une entreprise individuelle, les associés dans le cas d'une société en participation, en commandite ou en nom collectif ou l'entreprise identifiée ci-dessus et représentée par ses signataires se déclarant dûment autorisés dans le cas d'une personne morale (ci-après « les soussignés »), demandent à la Fédération des caisses Desjardins du Québec (la « Fédération ») d'octroyer une limite de crédit Marge de crédit Solutions Libre-Affaires au nom de leur entreprise (la « Marge SLA ») et demandent par conséquent à la Fédération de poser tous les gestes nécessaires pour donner effet à cette demande. Les soussignés reconnaissent que cette demande n'opère pas novation à l'égard des sommes dues sur les cartes Visa* Affaires Desjardins présentement émises à leur nom ou pour le bénéfice de leurs représentants (les « cartes Visa »), lesquelles cartes demeureront actives et seront régies par le contrat de crédit variable Visa Solutions Libre-Affaires Desjardins (le « contrat ») qui sera transmis aux soussignés si la Fédération accepte la présente demande.

Engagements et responsabilités : Les soussignés s'engagent à payer les frais indiqués ci-dessus et à acquitter toutes dettes contractées relativement au contrat, à l'utilisation de la Marge SLA, des cartes Visa et de tout produit ou service s'y rattachant, y compris celles pouvant excéder les limites de crédit consenties ainsi que toutes modifications à celles-ci. Ils s'engagent également à ce que les cartes émises soient utilisées par les représentants autorisés selon les modalités du contrat et sont responsables de toutes dettes ou obligations résultant du non-respect de ces modalités. Les associés d'une société en participation sont solidairement responsables de toutes dettes et obligations découlant des engagements décrits précédemment, lesquelles sont indivisibles et peuvent être réclamées en totalité de leurs héritiers, légataires et ayants droit.

Cautionnement solidaire : Si la présente demande est formulée par une personne morale, une société en nom collectif ou une société en commandite, chaque soussigné se porte caution solidaire de l'entreprise identifiée ci-dessus envers la Fédération, (i) de toutes dettes et obligations relatives à : toute carte reconduite ou émise en vertu des présentes, à la Marge SLA ou au contrat qui les régit, y compris pour le remboursement des sommes pouvant excéder les limites de crédit consenties ainsi que toute modification à celles-ci, en capital et intérêts et (ii) des frais et intérêts sur les sommes dues par l'entreprise à la Fédération. Le présent cautionnement sera continu et restera valable, nonobstant le remboursement occasionnel, total ou partiel des dettes de l'entreprise et liera le soussigné ainsi que sa succession à moins qu'il n'ait donné à la Fédération un avis écrit de vingt (20) jours exprimant son désir de cesser le présent cautionnement. Cet avis n'aura d'effet et ne dégagera la responsabilité du soussigné que pour les dettes contractées par l'entreprise après l'expiration du délai de vingt (20) jours prévu ci-dessus. Advenant le décès du soussigné avant qu'il ne se soit prévalu de son droit de révocation, le présent cautionnement cessera dès le moment où la Fédération sera informée de son décès par avis écrit et la succession ne sera dégagée que pour les dettes contractées après réception de cet avis. Si plus d'une caution signent la présente demande, elles sont solidairement responsables de toutes dettes et obligations découlant du présent cautionnement, lesquelles sont indivisibles et peuvent être réclamées en totalité de leurs héritiers, légataires et ayants droit. Le présent cautionnement n'est pas rattaché à l'exercice de fonctions particulières et il est donné purement à titre personnel.

Autorisations à la collecte et à la divulgation de renseignements : De plus, chacun des soussignés, incluant l'entreprise, et chaque caution :

1. déclare que les informations contenues à la présente sont véridiques;
2. consent à ce que la Fédération recueille auprès de toute personne les renseignements nécessaires à la prestation de tous les services financiers requis dans le cadre de l'objet du dossier ou, si applicable, dans le cadre du cautionnement. Ce consentement s'applique à la mise à jour des renseignements aux fins de permettre à la Fédération d'analyser de nouveau les engagements de chaque soussigné ou caution envers elle, notamment dans le cadre de renouvellements, d'amendements ou de changements dans leurs relations d'affaires;
3. consent à ce que toute personne communique à la Fédération de tels renseignements, et ce, même s'ils sont relatifs à un dossier fermé ou inactif;
4. consent à ce que la Fédération communique les renseignements le concernant, incluant les renseignements sur ses engagements financiers, à toute institution financière, agent de renseignements, bureau de crédit ou toute autre personne avec laquelle la Fédération ou l'un des soussignés ou la caution entretient des relations d'affaires dans le cadre de la prestation de services financiers requis conformément à l'objet du dossier ou, si applicable, dans le cadre du cautionnement.
5. L'entreprise, par ses signataires autorisés, s'engage sur demande de la Fédération à fournir à cette dernière les adresses et numéros de téléphone des représentants autorisés et reconnaît qu'il lui revient d'obtenir auprès desdits représentants leur consentement à cet effet.

ANDREE ST GEORGES

Nom du signataire autorisé/dirigeant/administrateur/actionnaire

Andrée Saint-Georges

Signature du signataire autorisé/dirigeant/administrateur/actionnaire

16-09-2021

Date

*Marque de commerce de Visa International Service Association et utilisée sous licence.